

La ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leila Benali.

Leila Benali défend l'importation des déchets européens

L'écologie reçoit une grosse décharge

P8

Recensement général de la population



Ahmed Lahlimi, haut commissaire au plan.

AHMED LAHLIMI AU PREMIER PLAN

P10

L'entretien -à peine- fictif de la semaine

Mohamed Sadiki

Manger à sa faim au Maroc coûte du blé

P13



Confus **DE CANARD**

Menace sur le pouvoir d'achat...

P2

Rentrée scolaire

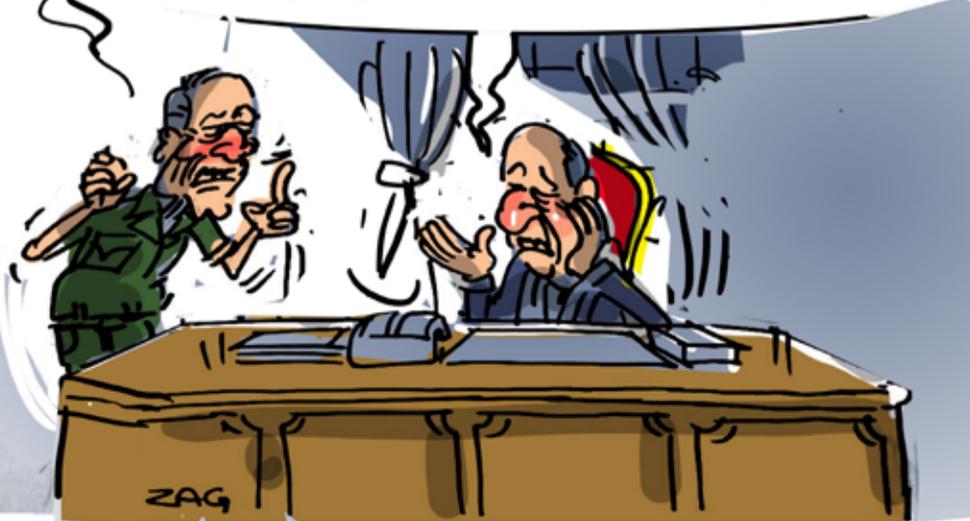
TRES CHÈRE ÉCOLE



P6

LA CHIMÉRIQUE RASD CHASSÉE DES FORUMS INTERNATIONAUX DE L'AFRIQUE
JE SUIS DEVENU INDÉSIRABLE, ON NE M'INVITE PLUS DANS LES GRANDS FORUMS DU MONDE

NE T'EN FAIS PAS, TU ES MON INVITÉ D'HONNEUR DANS LE FUTUR FORUM ALGÉRIE-POLISARIO À TINDOUF...



ZAG

Métaux précieux

Que cache l'envolée des cours de l'or?

P4





Confus de **CANARD**



Menace sur le pouvoir d'achat...

Les dossiers chauds de la rentrée politique au Maroc ne se limitent pas seulement à la lutte contre le chômage galopant, la réforme des retraites ou la relance de la dynamique des IDE en baisse depuis plus d'une année. Outre ces chantiers essentiels que le gouvernement est appelé évidemment à attaquer de front en s'armant de courage politique et d'imagination, se pose l'épineuse et inquiétante question du pouvoir d'achat. Celui-ci n'a de cesse de fondre comme neige au soleil en raison de la flambée continue des prix des denrées de consommation courante.

A commencer par les viandes rouges et blanches qui sont devenues inaccessibles aux couches défavorisées. A 150 DH le kilo d'agneau, 120 DH celui du bœuf et 30 DH le kilo de poulet, le pouvoir d'achat, déjà très faible, passe au hachoir. Pitance quotidienne du peuple, le tagine devient un repas de luxe.

Les produits de substitution, notamment le petit pélagique comme la sardine ont vu eux aussi leur prix prendre l'ascenseur. Une situation que le citoyen lambda, vivant dans un pays de 3500 kilomètres de côtes, a du mal à digérer. Du côté des fruits et légumes, la fièvre des prix n'est pas près de baisser. Pas de promotions sauf chez les vendeurs ambulants qui, fait nouveau, proposent depuis quelques semaines des fruits d'importation, notamment la banane des îles Canaries et la poire de Belgique à des tarifs plus compétitifs que les produits locaux.

A ce rythme, il est fort à craindre de se résoudre à faire venir la tomate de Turquie et les pommes de terre d'Allemagne... Mais où sont passés les « acquis » du Plan Maroc Vert ? Difficile de croire qu'ils se sont évaporés sous le seul effet de l'insuffisance des précipitations. Et si le stress hydrique, présenté officiellement comme la cause principale de la hausse des prix des aliments de base, n'était au fond qu'un révélateur des dysfonctionnements chroniques du secteur agricole national, avancent les esprits immunisés contre le syndrome de Panurge... Les Marocains payent de plus en plus

cher leur pitance quotidienne. Et pas seulement. Les prix des autres biens et services aussi. Cette situation n'est pas seulement insupportable pour ceux qui sont payés au salaire minimum ou les couches modestes aux revenus instables dont la petite bourse est durement impactée par un dirham de plus sur un produit. Elle pénalise aussi la classe moyenne qui, devant cette spirale haussière, a du mal à s'en sortir. Gare à la paupérisation de la population!

Une question se pose d'emblée: l'aide sociale directe pouvant atteindre jusqu'à 1000 DH par mois, accordée aux ménages vulnérables depuis le début de l'année,

Dans un pays où l'indexation des salaires sur l'inflation n'est pas de mise et où le gros de la population active est composée de travailleurs à faible revenu, le dossier du pouvoir d'achat, qui se trouve au cœur de la paix sociale, doit bénéficier de la plus grande attention gouvernementale.

a-t-elle réellement encore un sens dans ce contexte de renchérissement du coût de la vie au-delà de la normale ? La vie chère n'a-t-elle pas bouffé l'argent de ce « bouclier social » ? Dans un pays où l'indexation des salaires sur l'inflation n'est pas de mise et où le gros de la population active est composée de travailleurs à faible revenu, le dossier du pouvoir d'achat, qui se trouve au cœur de la paix sociale, doit bénéficier de la plus grande attention gouvernementale. Mais l'exécutif ne semble pas prendre le dossier au sérieux. Aucune prise

de parole officielle n'a eu en effet lieu pour expliquer les tenants et aboutissants de ce Maroc d'en hausse alors que l'inflation mondiale, provoquée par le début de la guerre Ukraine en février 2021, est revenue à son niveau habituel en passant en août dernier sous la barre de 2% dans de nombreux pays y compris la France... Pourquoi le Maroc fait-il exception ? Qu'est ce qui explique la persistance de ce renchérissement du coût de la vie qui impacte la consommation intérieure tout en faisant perdre au pays sa réputation de pays le moins cher au monde. Côté panier de la ménagère, le Maroc est devenu plus cher que l'Espagne voisine alors que le salaire minimum dans ce pays est de 1260 euros ! ▀

Abdellah Chankou
Directeur de la publication





Côté BASSE-COUR



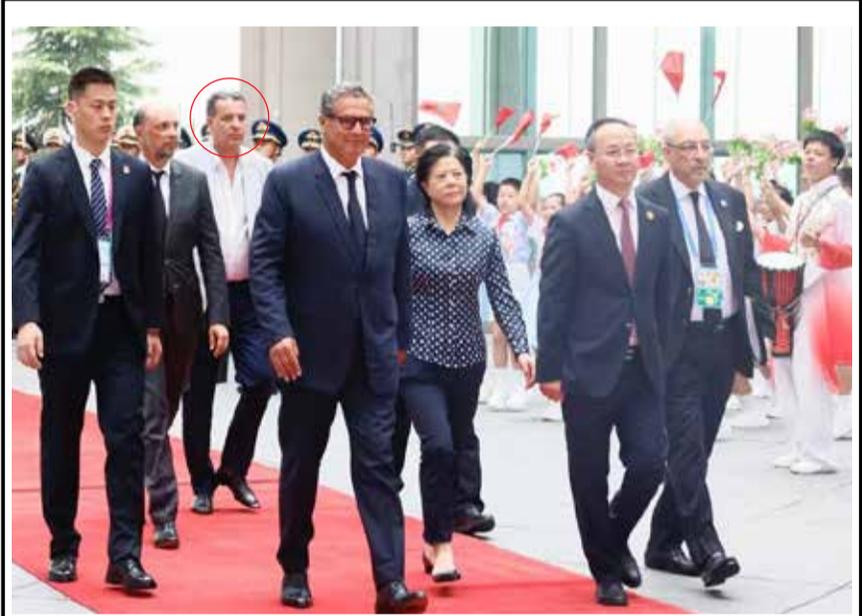
Code pénal

Une réforme mi-figue, mi-raisin



Le ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi.

Après s'être longtemps enlisé, le projet de loi n°03.23 modifiant et complétant la loi n°22.01 relative à la procédure pénale a été adopté par le Conseil de gouvernement jeudi 29 août. Ce projet de loi élaboré par le ministère de la Justice est présenté par ses artisans comme une étape majeure vers le renforcement de la justice pénale et la modernisation du système juridique national. Selon le ministre de la Justice Abdellatif Ouahbi, le nouvel arsenal juridique vise à parachever la mise en œuvre des réformes de la justice initiées par SM le Roi Mohammed VI. Ce texte est considéré comme l'un des projets législatifs les plus importants lancés par le ministère de la Justice, car il constitue le moteur principal du système de justice pénale étroitement lié à la protection des droits et libertés, à la réalisation de la sécurité publique et à la lutte contre la criminalité, a précisé le ministère de tutelle dans un communiqué. Le nouveau projet de loi a introduit bien des nouveautés. Il s'agit notamment des modalités de poursuite judiciaire (article 265) des hauts responsables : le chef du gouvernement, les ministres, les présidents des deux Chambres du Parlement, le président de la Cour constitutionnelle, les magistrats, walis et gouverneurs. Toutefois, ce nouvel arsenal ne fait pas l'unanimité, notamment au sein des associations de protection des deniers publics. En vertu de cette réforme, ces dernières n'ont plus le droit, comme elles l'ont fait jusqu'ici, de dénoncer auprès de la justice les affaires de détournements de l'argent public impliquant les élus. L'article 3 stipule en effet que les enquêtes et poursuites au sujet des crimes affectant les fonds publics ne peuvent être initiées que sur demande du procureur général auprès de la Cour de cassation. Cette requête ne peut s'appuyer que sur un rapport de la Cour des comptes ou des inspections générales concernées, ou sur une transmission de l'Autorité nationale de la transparence et de la prévention de la corruption, ou toute autre autorité désignée par la loi. Réagissant à cette exclusion, l'Association Marocaine de Protection de l'Argent Public (AMPAP) a dénoncé une régression considérable « en termes de droits et de constitution ». Une bonne nouvelle pour les siphonneurs des fonds publics ?



Cette photo montre le chef du gouvernement Aziz Akhannouch lors de son accueil mardi 4 septembre 2024 à l'aéroport international de Pékin par Li Yunze, ministre chinois de l'Administration nationale de la réglementation financière dans le cadre du sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC). Tous les hommes figurant sur le cliché portent un complet sombre indiqué dans les visites d'Etat ou les cérémonies officielles. Sauf, le président de la CGEM Chakib ALJ qui n'a pas respecté le dress code de rigueur, préférant une tenue décontractée. Négligence ou ignorance ? Ce qui est certain c'est que le patron des patrons doit se prendre pour un gros bonnet...

Mohamed Boudrika toujours détenu en Allemagne

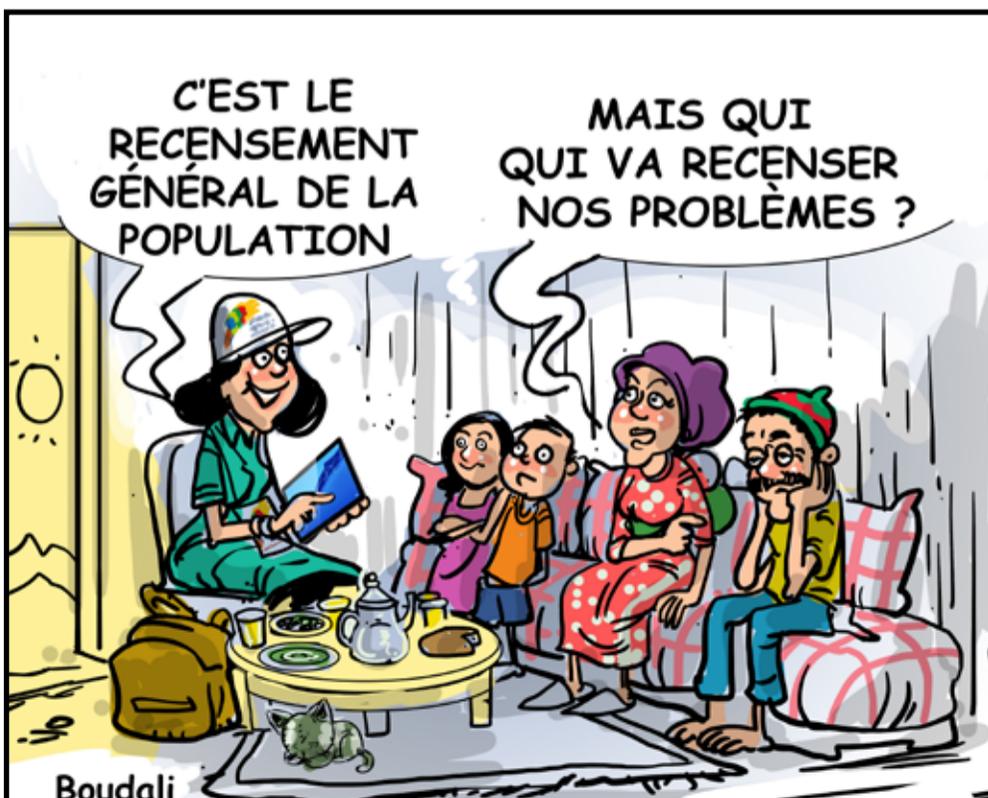
La procédure d'extradition s'éternise...



Mohamed Boudrika toujours en garde-à-vue en Allemagne.

Mohamed Boudrika est toujours entre les mains de la justice allemande. Au terme de l'examen en cours des pièces relatives à la procédure d'extradition envoyées par voie diplomatique par la justice marocaine qui le réclame pour son implication présumée dans des affaires de faux et usages de faux et de chèques sans provision, le président du Raja sera définitivement fixé sur son sort. Arrêté le 16 juillet 2024 à l'aéroport de Hambourg en provenance de Dubaï où il s'est planqué, le président du Raja, par ailleurs député du RNI de Mers Sultan (Casablanca) sera bientôt fixé sur son sort.

Ce n'est pas certain que l'accusé soit livré aux autorités marocaines en raison de la complexité de la procédure d'extradition entre États de traditions juridiques différentes. La nature et la qualification légale de l'infraction ainsi que la description de ses circonstances n'ont pas en effet la même signification aux yeux des deux systèmes judiciaires, marocain et allemand. Autre facteur qui ajoute à la complexité du processus, le statut politique de l'intéressé, aspect sensible, qui peut éventuellement lui faire éviter l'extradition au Maroc. L'avocat allemand de Mohamed Boudrika est en train d'étudier toutes les pistes pour faire éviter à son client sa remise aux autorités marocaines. Boudrika est prêt à tout pour ne pas se retrouver à la prison de Oukacha où croupit l'ex-président du WAC Said Naciri, son prédécesseur Aziz El Badraoui et bien d'autres champions de l'incurie locale. Une association de bienfaiteurs !





Côté **BASSE-COUR**



Métaux précieux

Que cache l'envolée des cours de l'or?

Le cours de l'or ne cesse de grimper. Le 12 avril 2024, une once d'or, équivalant à 31,1 grammes, valait 2 344,17 dollars. Soit une hausse en valeur de 30% depuis octobre 2023. Ceux qui ont donc investi dans le métal précieux se frottent les mains. Mais que cache cette envolée sans précédent ? Les experts, qui connaissent les dessous des lingots, écartent les facteurs habituels, les taux réels et le dollar, dans cette ascension et mettent en avant les tensions géopolitiques actuelles (guerre Russie-Ukraine, déstabilisation du Proche-Orient par le génocide sioniste à Gaza) qui sont susceptibles à leurs yeux de déboucher sur une nouvelle crise économique internationale. C'est en prévision de ce contexte de toutes les incertitudes que la valeur refuge a vu son cours flamber au-delà de la normale. Au rang des pays privilégiés par cette envolée du prix du métal jaune figure la Suisse, leader mondial historique du secteur aurifère, tant en termes de capacité de raffinage que de commerce. Mais aussi les Emirats-arabes unis qui



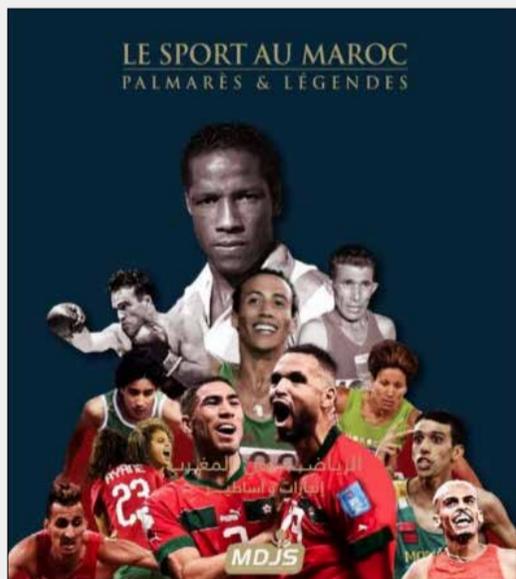
Une bonne partie de l'or mondial atterrit à Dubaï...

sont en train de détrôner ce petit pays européen prospère connu pour être un grand paradis fiscal et bancaire. A l'inverse de la Suisse qui a toujours

joué la carte de la discrétion dans le business de l'or comme sur le reste de ses activités, les Émirats, eux, affichent ostensiblement leur nouveau statut de plaque tournante de l'or. Un statut que le pays doit à sa politique de développement tous azimuts, à la modernisation de ses infrastructures et à sa stratégie d'ouverture à tout crin qui lui a permis de séduire de nouveaux acteurs de l'industrie aurifère. Le marché de Dubaï, cœur battant du commerce de l'or, se porte comme un charme. Une situation qui ne laisse pas d'inquiéter la concurrence qui accuse la « Suisse » du Proche-Orient de s'approvisionner dans les zones de conflit illégales et criminelles, notamment africaines. Sauf à vouloir s'octroyer un brevet d'éthique et de transparence, la Suisse n'est pas non plus exempte de ce genre de dérives puisque le pays fait ses emplettes dans des territoires où l'origine de l'or, objet d'un trafic planétaire à grande échelle, est douteuse. Comme quoi, tout ce qui brille n'est pas forcément propre. Si l'argent n'a pas d'odeur, l'or, lui, n'a pas de nationalité. ▀

Beau livre sur le sport national

La MDJS célèbre les champions marocains



C'est une publication précieuse que la MDJS a publiée récemment : un beau livre qui retrace par le texte et l'image les exploits du sport national avec les photos de ceux qui ont fait la fierté de la nation en gravissant la plus haute marche du podium. Ces héros, essentiellement issus de l'athlétisme et du football, ont marqué la mémoire collective nationale tout en gravant leurs noms dans les annales du sport mondial. Gros de 320 pages, l'ouvrage «Le Sport au Maroc, Palmarès et Légendes» célèbre de belle manière ces champions hommes et femmes tout en rendant un hommage à la vision éclairée de SM le Roi Mohammed VI dans le domaine du sport.

Mehdi Ghezzar

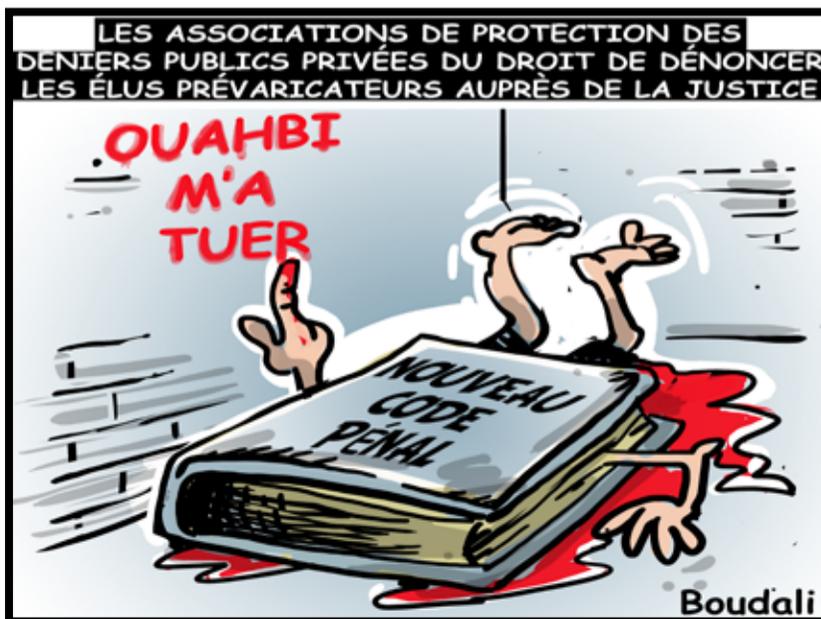
La sortie de route scandaleuse d'un garagiste

Le dénommé Mehdi Ghezzar est en train de payer très cher ses propos diffamatoires et injurieux proférés le 25 août dernier à l'encontre du Maroc sur le plateau d'une télé algérienne à la solde des généraux au pouvoir. Pour avoir osé se vautrer dans la fange de l'offense et de l'injures pour plaire au régime militaire en place à Alger, celui qui était jusque-là inconnu au bataillon au Maroc a non seulement été viré de l'antenne de Radio Monte Carlo (RMC) où il chroniquait sans faire de vagues mais il se retrouve avec un procès sur le dos qui lui a été intenté par le Club des avocats du



Victime de lui-même...

Maroc qui a saisi le parquet de Paris. «Les propos antisémites et diffamatoires tenus par Monsieur Mehdi Ghezzar, chroniqueur de l'émission Les Grandes Gueules diffusée sur la chaîne RMC, qui, au-delà de constituer une attaque contre l'honneur du Royaume du Maroc, encouragent la haine raciale et incitent à la discrimination, conformément aux dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse», ont écrit les plaignants dans leur requête où ils ont détaillé les multiples infractions, comme la diffamation, l'antisémitisme, l'incitation à la haine raciale dont s'est rendu coupable ce drôle de personnage qui a montré son vrai visage dans son pays d'origine, celui de la haine et de la méchanceté. Après avoir réalisé la gravité de ses propos inacceptables, il a tenté, via une vidéo postée sur les réseaux sociaux, un mea culpa pitoyable en présentant ses excuses au « peuple marocain ». Avant de commettre son suicide médiatique, M. Ghezzar était présenté dans certains milieux français comme un modèle de réussite issu de l'immigration. Le voilà qui devient brutalement le symbole d'une faillite morale sans nom en trahissant au passage son véritable statut: Un homme en service commandé qui émarge chez le régime honni d'Alger. Celui qui possède des garages de réparation de voitures dans la banlieue parisienne a commis plus qu'un dérapage. Une sortie de route ignoble et impardonnable. ▀





Côté BASSE-COUR



Beurgois GENTLEMAN

Ça parle plus arabe que gaulois en France (81)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre M comme Maroquin. L'adjectif arabe مراكشي marrakchi (originaire de Marrakech) a aussi été adopté par la langue espagnole en « marroquí ». Dans la langue française, le mot « maroquin » désigne par métonymie un « portefeuille ministériel ». À l'origine, le « maroquin » est une peau de chèvre tannée au sumac (tanin extrait d'un arbuste des régions chaudes) au grain prononcé, d'abord importée du Maroc, qui fut utilisée à partir de la fin du XVI siècle dans la reliure de luxe, où elle était particulièrement appréciée pour sa résistance et parce qu'elle mettait en valeur la dorure. Par extension, maroquin est le nom qu'on donne à une fonction ministérielle. On parle aussi de portefeuille ministériel. Le cuir de ce portefeuille étant de haute qualité, le nom maroquin a été retenu. En termes de marine, un maroquin est un étai reliant deux mâts en hauteur pour aider à la rigidité de la mâture. Par exemple, sur un ketch, le maroquin d'artimon relie le mât du même nom au grand mât. Le maroquin peut également être écrasé par un passage à la calandre. Son grain, moins visible, prend alors un aspect un peu glacé. Le maroquin (ou le cuir marocain) est une peau de chèvre épaisse tannée au sumac ou à la



noix de galle, le nom dérive du terme Maroc. Elle a un grain apparent, large et irrégulier. Elle est utilisée en reliure pour les ouvrages qui ont vocation à être souvent manipulés, car elle est très résistante, à l'inverse de la « peau de chagrin », à grain plus petit et fragile ou de la « peau d'agneau », fine et facilement déchirable. La « peau de chagrin » est un cuir préparé surtout utilisé en reliure. Probablement issu du mot turc

sagri qui signifie croupe, car la peau en question était tirée de la croupe de l'âne, du mulet ou de l'hémione, il correspond aujourd'hui à une peau de chèvre au grain rond et petit, caractéristique par son aspect grenu. La « peau de chagrin » est de qualité très inférieure au maroquin. L'expression française « Se réduire comme une peau de chagrin » évoque toute chose qui diminue sans relâche et tend à disparaître : « Nos espoirs de retrouvailles se réduisent comme une peau de chagrin au fil du temps qui passe. » Et même si l'espoir déçu fait verser des larmes, notre peau de chagrin, elle, a le cuir dur. Douée d'élasticité et de solidité, la « peau de chagrin », sert à la confection de tambours, de chaussures et de reliures de livres. Tout d'abord mouillée, puis étirée, la peau de chagrin recouvrant un tambour rétrécit en séchant. Par la formule «se réduire comme peau de chagrin», la langue française s'inspire tout naturellement de ce phénomène physique. Les termes de « chèvre maroquinée » sont couramment utilisés en reliure. Il existe un maroquin à grain long, qui semble étiré ou strié de petites hachures parallèles. Rare et prisé, il se rencontre surtout au XIX siècle, sur des reliures de grande qualité. Le cuir de Russie ne doit pas être confondu avec le maroquin. Il s'agit d'un cuir de bovin ou, plus rarement de renne, tanné aux écorces de bouleau et de saule ce qui le rend résistant à la moisissure et aux insectes. Certains meubles de la Renaissance ont été entièrement recouverts de maroquin. (À suivre)

Beurgois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com

Le séisme d'Al Haouz un an après Akhannouch fait le point

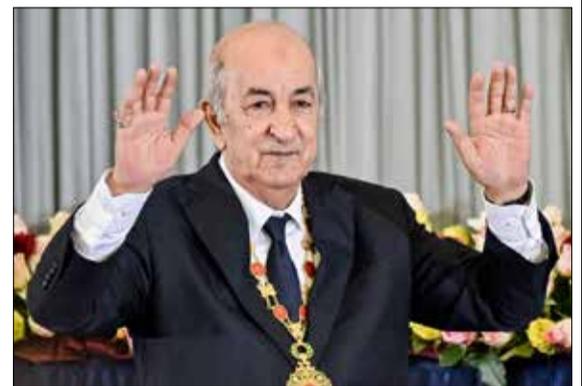
Le chef du gouvernement Aziz Akhannouch a présidé lundi 2 septembre 2024 à Rabat la 11e réunion de la commission interministérielle en charge du programme de reconstruction des zones affectées par le séisme d'Al Haouz. Cette réunion, tenue un an après cette catastrophe naturelle qui a ravagé cette partie du Maroc, a mis en avant les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme, conformément aux directives royales. M.Akhannouch a souligné à cette occasion l'efficacité de la réponse rapide du Royaume face à cette tragédie tout en saluant mobilisation générale ainsi que le rythme des interventions. La commission a noté que l'État a mis en place les conditions nécessaires pour faciliter la reconstruction, y compris un soutien financier aux familles, des autorisations de reconstruction, et un accompagnement technique gratuit. À ce jour, 55.142 autorisations de reconstruction ont été délivrées, et les travaux avancent pour 49.632 logements. Les opérations de déblaiement ont concerné 46.352 constructions, avec des solutions spécifiques pour les cas complexes. Les aides financières incluent un premier versement de 20.000 dirhams à 57.805 familles, avec des paiements ultérieurs aux familles restantes. Cependant, certains sinistrés font part de leur mécontentement face à la lenteur du chantier de reconstruction et à l'insuffisance des aides débloquée au regard de l'ampleur des dégâts. C'est le cas notamment des habitants de Talat N'yacoub, la localité la plus affectée par le séisme car proche de l'épicentre, qui vivent encore dans des conditions précaires sous les tentes. (À suivre)



La 11e réunion de la commission consacrée au chantier de la reconstruction d'Al Haouz.

Campagne présidentielle algérienne L'annonce-choc du pays de Tebboune

En pleine campagne présidentielle d'une atonie sidérante, que pensez-vous que l'Algérie de la paire Tebboune-Shangriha allait annoncer comme mesure-choc pour appâter les citoyens-électeurs? L'arrestation de trois ressortissants marocains pour espionnage, voyons! «Le procureur de la République près le tribunal de Tlemcen a informé, dimanche dans un communiqué rendu public, qu'un réseau criminel, spécialisé dans l'espionnage, a été démantelé. Il planifiait de porter atteinte à la sécurité de l'Etat. Six suspects, trois Algériens et trois Marocains ont été arrêtés et présentés devant la juridiction compétente», a rapporté la presse locale. «Le démantèlement du réseau intervient après l'arrestation d'un Marocain entré illégalement sur le territoire algérien, où des ressortissants marocains et des citoyens algériens étaient recrutés dans le but de porter atteinte aux institutions sécuritaires et administratives algériennes». Les présumés espions «recevaient des instructions de la part du dénommé B.S., de nationalité marocaine, dans le but de déstabiliser le pays», ajoute la même source. L'instrumentalisation du Maroc dans la politique intérieure du pays, quitte à recourir à des histoires fabriquées de toutes pièces, est devenue une spécialité du régime aux abois en place, qui a tout perdu sauf sa capacité à sombrer davantage dans le ridicule pathétique. (À suivre)



Abdelmadjid Tebboune égal à lui-même...



Le Maigret du CANARD



Rentrée scolaire

TRES CHÈRE ÉCOLE

Il faut vraiment avoir le cœur à l'ouvrage pour exercer le métier de libraire. Réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires pendant la rentrée scolaire, celui-ci doit gérer une multitude de casse-têtes liés principalement à la pénurie des livres scolaires ou carrément leur inexistence.

LAILA LAMRANI

Finies les vacances. Retour sur les bancs de l'école. La ruée des parents vers les librairies où ont été déposées au début de l'été une partie des listes des fournitures scolaires, a commencé. Le gros des troupes, scolarisés notamment dans le secteur public, a attendu début septembre pour partir à la recherche du contenu de leurs cartables. Nombre de fournitures ont connu cette année une légère baisse de prix, à la faveur d'une exonération de TVA (7%) consentie par le gouvernement sur la matière première et une série de produits comme les cahiers de texte, de

loriage, les cartables, les stylos à bille et à encre, ardoises et autres trousse. Du côté des livres, la douloyreuse ne baisse pas. Bien au contraire. On assiste même à une hausse dans les prix des livres d'importation prescrits par les écoles des missions étrangères et certains établissements d'enseignement privé. Résultat : un cartable du lycéen du privé type mission pèse entre 2500 et 3.000 DH contre 800 DH pour celui de l'école publique.

Quant aux manuels locaux commandés par les écoles publiques, leur prix connaissent une stagnation, au grand soulagement des parents. Mais ces derniers sont obligés de crapahuter de librairie en librairie avec l'espoir de dénicher certains livres rares ou carrément inexistant. Ce scénario qui se répète à chaque rentrée scolaire trouve son origine dans plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci l'impression d'exemplaires en quantités limitées pour éviter une perte d'argent au cas où le stock ne serait pas écoulé dans son intégralité. Ce qui est très souvent le cas puisque les éditeurs agréés par le ministère de l'Éducation nationale mettent chaque année sur le marché de nouvelles versions « actualisées et enrichies » du même livre de la saison précédente. Or, les changements apportés sont la plupart du temps insignifiants (modification d'une photo ou léger remaniement d'un texte et



Une grosse épreuve pour bien des familles...

parfois petit décalage de l'ordre de foliotage des textes) ne devraient nullement justifier ce renouvellement perpétuel et cachent en fait une recherche effrénée du profit au détriment des intérêts de l'élève et des parents. Or, les mises à jour des manuels scolaires ne doivent en principe se faire qu'à l'occasion des réformes des programmes, tous les 4 ou 5 ans, qui se traduisent par des niveaux de production assez importants et donc de gains exceptionnels pour les éditeurs.

Petites marges

Il est vrai que le modèle économique du scolaire, dont les chiffres de vente sont fluctuants, a ses particularités mais la manière chaotique dont il est géré au Maroc et la multitude d'éditeurs qui opèrent sur ce créneau exhale des relents mercantiles. C'est l'avis de tous les acteurs y compris des enseignants qui se voient contraints de gérer malgré eux d'innombrables contradictions qui confinent parfois à l'absurde. Les libraires qui ne sont pas mieux lotis pointent de leur côté l'importance du volume des invendus qui augmente d'année en année du fait notamment du renouvellement des éditions du livre scolaire

du public. « Les invendus du livre scolaire représentent pour nous une perte sèche puisque l'éditeur ne les récupère pas », déplore un libraire du quartier Maarif. « Les libraires vendent les manuels scolaires à leurs risques et périls et voient les petites marges qu'ils réalisent sur les différentes fournitures scolaires englouties par les exemplaires non vendus », fustige un autre, une pointe d'agacement dans la voix. Un libraire du centre-ville a trouvé, lui, une solution radicale : cesser de vendre le livre scolaire de l'enseignement public dont il dit avoir accumulé des stocks énormes au fil des années et de commercialiser exclusivement les livres de l'enseignement privé. « Après avoir dressé un bilan minutieux, nous avons réalisé que le business du livre scolaire de l'État nous fait perdre de l'argent à cause de ses petites marges et l'ampleur de ses invendus », explique-t-il, la mine grave. Les invendus sont générés aussi par les livres de la filière du privé mais dans des proportions moins importantes. « Là aussi, il arrive que des livres, pour la plupart édités à l'étranger, connaissent quelques mises à jour mais ce n'est pas aussi fréquent que pour les éditions du cru », indique un libraire du quartier Habous. ▀

Missions étrangères

L'espagnole, la moins chère et la plus efficiente

Le Maroc est un eldorado pour l'enseignement privé étranger qui prospère sur le terreau de la crise qui mine l'école publique. France, États-Unis, Espagne, Italie, Belgique. Ces pays y ont installé des structures éducatives dont les tarifs restent assez élevés par rapport au revenu moyen général. Aussi la rentrée scolaire représente-t-elle une grosse saignée pour de nombreuses familles plus ou moins aisées qui ont fait le choix de scolariser leur progéniture sous pavillon éducatif étranger. Les parents se plaignent surtout de la hausse annuelle continue et injustifiée à leurs yeux des frais de scolarité notamment dans les établissements de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). A Casablanca, la première année lycée 2024-2025 coûte en frais de scolarité, après l'augmentation de 1500 DH annoncée en avril dernier, la bagatelle de 55.600 DH. Ça en saigne fort ! La plus chère en termes de frais de scolarité est de loin l'école américaine, entre 67000 DH pour la maternelle et 139000 DH pour le cycle secondaire. La plus abordable de toutes les missions opérant au Maroc et sans doute la plus efficiente est l'espagnole avec des frais tous niveaux confondus (scolaires et activités extrascolaires) ne dépassant pas 25000 DH par an. Relevant du ministère espagnol de l'Éducation nationale, ces instituts installés à Casablanca, Rabat, Tanger, Tétouan, Nador, Larache et Laâyoune sont les seuls à conserver l'esprit de la coopération en ne cédant pas au mercantilisme qui s'est emparé depuis longtemps de ses consoeurs étrangères. ▀



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS

Angle Moulay Driss 1er et rue L'yser - Casablanca ● Tél : 05 22 82 90 21 ● Fax : 05 22 82 89 33 ● www.chicoptique.ma



Le Maigret du CANARD



Le business des déchets est hautement juteux.

Leila Benali défend l'importation des déchets européens

L'ÉCOLOGIE REÇOIT UNE GROSSE DÉCHARGE

Nouvelle polémique sur l'importation par le Maroc des déchets industriels européens. La ministre de tutelle Leïla Benali est montée au créneau pour défendre sa décision face aux critiques des ONG écologistes.

AHMED ZOUBAÏR

Une ministre de la Transition énergétique et du Développement durable qui annonce publiquement que son département a délivré des licences d'importation de 2,6 millions de tonnes de déchets de plusieurs pays européens (France, Royaume-Uni, Espagne, Italie, Norvège et Suède), avouez que l'affaire fait un peu désordre et a de quoi polluer le climat avec les défenseurs de l'environnement. Ces derniers sont montés immédiatement au créneau pour dénoncer un acte préjudiciable à l'environnement et à la santé publique. Réponse de la ministre Leïla Benali qui dans un communiqué balaie ces critiques d'un revers de la main en défendant le bien-fondé de sa décision. Leïla Benali excipe de la Convention de Bâle dont le Maroc est signataire qui organise le contrôle des mouvements transfrontaliers des déchets dangereux et de leur élimination. Pour convaincre les sceptiques, elle ajoute que le Maroc a fait le choix d'importer les déchets industriels pour les recycler et en faire une matière première. Reste à savoir si ces importations sont motivées uniquement par la valorisation... Parmi les principaux détritrus introduits

au Maroc figurent les pneumatiques en fin de vie utilisés comme carburant par les cimenteries nationales. Ce qu'il faut savoir c'est que depuis 2006, la législation de l'Union européenne a interdit la mise en décharge des pneumatiques usagés (excepté les pneus de vélo et de diamètre extérieur supérieur à 1400 mm). Comme il est très difficile de revaloriser tous les déchets sur le territoire européen, une partie est expédiée vers des pays africains dont le

Maroc. Au cours de l'été 2016, les autorités marocaines, qui se préparaient à accueillir la COP 22, avaient bloqué l'entrée au pays de pneumatiques en provenance d'Italie suite à la mobilisation des ONG qui avaient dénoncé une opération anti-écologique. Nous sommes en face d'un commerce florissant de certaines matières premières jugées trop précieuses pour les jeter après un premier usage. Ainsi par exemple du plastique qui fait l'objet

d'un processus de recyclage en vue de lui donner plusieurs vies dans le cadre de solutions de réutilisation. Ce business hautement juteux a enfanté des réseaux illicites de trafic de déchets. Rien qu'en 2020, dans les pays de l'OCDE, plus de 1,7 milliard de tonnes de déchets plastiques ont été envoyés de façon illégale à des pays tiers via des intermédiaires ou des « courtiers ». Alors que certains pays africains ont

Nous sommes en face d'un commerce florissant de certaines matières premières jugées trop précieuses pour les jeter après un premier usage.

du mal à gérer leurs propres déchets, ils accueillent ceux des pays développés.

Or, selon la convention de Bâle, entrée en vigueur en 1992, les pays ne peuvent pas exporter leurs déchets toxiques sans le consentement des pays destinataires. C'est pourquoi les pays exportant par exemple des déchets électroniques hors d'usage vers le continent africain le font donc sous couvert d'un don "charitable": les objets transportés sont considérés comme des biens de seconde main, autrement dit des matériaux électroniques d'occasion, qui sont, eux, autorisés.

Résultat : le continent africain est submergé de déchets, devenant le dépotier du monde industrialisé. Des décharges sauvages surgissent un peu partout et plusieurs pays, dont l'Éthiopie, le Congo, le Burkina Faso, le Mozambique, le Mali ou le Niger voient leurs décharges déborder d'ordures ménagères mais aussi de matériaux toxiques ou d'équipements électroniques, venus de pays développés.

En 2018, un rapport de la Banque mondiale estimait que l'Afrique devrait produire trois fois plus de déchets à l'horizon 2050. "L'Afrique subsaharienne a généré 174 millions de tonnes de déchets en 2016, avec un taux de 0,46 kilogramme par habitant et par jour", indique le rapport qui ajoute qu'en Afrique sub-saharienne, 69% des déchets sont déversés à ciel ouvert et souvent brûlés. 24% sont éliminés sous une forme quelconque et environ 7% d'entre eux sont recyclés ou récupérés. ▀

Importation des déchets de l'UE

La Turquie championne

En 2022, l'UE a exporté 32,1 millions de tonnes de déchets vers des nations hors de son espace territorial.

La Turquie s'est distinguée en tant que principale destination de ces déchets avec un volume de 12,4 millions de tonnes, soit 39 % du total des exportations. La Turquie reçoit essentiellement les métaux ferreux qu'elle recycle dans son industrie métallurgique et sidérurgique. De plus, la proximité géographique facilite le transport et la logistique de ces déchets qui sont moins coûteux pour les entreprises européennes.

Ensuite, l'Inde s'est positionnée en deuxième place, ayant reçu 3,5 millions de tonnes de déchets en provenance de l'UE au cours de la même période. Suivent dans le classement le Royaume-Uni (2,0 millions de tonnes), la Suisse (1,6 million), la Norvège (1,6 million), l'Égypte (1,6 million), le Pakistan (1,2 million), l'Indonésie (1,1 million), et enfin le Maroc et les États-Unis, chacun ayant reçu 0,8 millions de tonnes de déchets. ▀



Le Maigret du CANARD



Forums Afrique-pays partenaires La Chimérique RASD indésirable en Chine et en Indonésie

Fidèle à sa position respectueuse de l'intégrité territoriale du Maroc, Pékin n'a pas inclus la chimérique RASD dans sa liste des invités au sommet Chine-Afrique qui s'est ouvert le mardi 3 septembre. Le 22 août, le ministre algérien des Affaires étrangères avait tenté de convaincre l'ambassadeur chinois en poste à Alger de faire une faveur à son pays en conviant la fantomatique entité. Mais la réponse du diplomate était claire. Pas d'entité fantomatique dans nos conclaves et réunions. Le régime militaire algérien, géniteur de cette escroquerie qu'est le Polisario, n'arrête pas de recevoir des gifles diplomatiques.

Le gouvernement indonésien a fait de même en évitant d'inviter la création algérienne à la deuxième édition du Forum Indonésie Afrique qui a eu lieu le 2 et 3 septembre 2024 à Bali.

L'Algésario ne peut plus refaire le coup malhonnête du vendredi 23 août à Tokyo lors de la réunion préparatoire pour la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique (Ticad). Ce jour-là, un délégué du Polisario, avait été « introduit » dans cette réunion par les Algériens grâce à un passeport



Nasser Bourita lors du Forum Afrique-Indonésie.

diplomatique algérien. Une vidéo diffusée sur X a montré le faux ambassadeur s'installer, ouvrir sa sacoche et en sortir discrètement le chevalet "Sahrawi Republic" pour le poser sur la table. Cette scène a donné lieu à une intervention violente du représentant algérien contre le diplomate marocain qui a fait capoter la manœuvre en arrachant le chevalet de l'intrus.

Or, la RASD est traitée désormais en tant que tel : Une entité fantomatique, sans existence réelle ni légale. Et les chimères, qui veulent se passer pour une réalité, n'ont pas de place dans les grands forums internationaux réunissant l'Union africaine (UA) avec des pays partenaires comme les États-Unis, la Chine, le Japon ou la Russie... Ainsi en a décidé l'organisation continentale lors des travaux de la 45ème session du Conseil exécutif qui s'est tenu les 18 et 19 juillet dans la capitale ghanéenne, Accra. L'UA, sur demande de son Conseil exécutif, a mis le holà à une dérive qui n'avait que trop duré. Prélude à une exclusion de la RASD de l'Union Africaine où elle a été admise en 1984 en toute illégalité sous la pression de l'Algérie et de ses valises de pétrodollars ▶

ENTREZ DANS LA LÉGENDE
320 PAGES DE FIERTÉ ET D'ÉMOTIONS



الرياضة في المغرب
إنجازات وأساطير

MDJS

MDJS
LA MARCHÉ DES JEU ET DES SPORTS
FAIRE GAGNER LE SPORT

Votre exemplaire offert vous attend sur mdjs.ma



Le Maigret du CANARD



Recensement général de la population

Lahlimi au premier plan

Lors d'une conférence de presse, le haut-commissaire au Plan a répondu à toutes les questions sur l'opération de recensement tout en s'exprimant sans langue de bois sur la relation conflictuelle du pouvoir exécutif avec l'institution qu'il dirige.

ABDELLAH CHANKOU



Le recensement pour mieux connaître les besoins de la population.

La star politique de cette rentrée est sans conteste Ahmed Lahlimi Alami. L'opération de Recensement général de la population (RGPH), qui se poursuit jusqu'au 30 septembre, a propulsé le patron du Haut-Commissariat au Plan (HCP) au-devant de l'actualité. A cette occasion, il a fait jeudi 29 août une sortie médiatique remarquée et remarquable où il a livré par le menu les étapes de cette opération de grande envergure dont il a rassuré sur la politique de confidentialité des données recueillies auprès des ménages aux quatre coins du pays. M. Lahlimi s'est employé à dissiper de fausses informations circulant sur les objectifs du recensement. Certains citoyens, prenant pour argent comptant les ragots colportés sur les réseaux sociaux, ont émis des craintes que leurs données familiales ne soient exploitées dans le cadre du Registre social unifié afin de débusquer les auteurs des fausses informations et les priver, éventuellement, de l'aide directe débloquée par le gouvernement. «Les réponses des citoyens sont protégées par les mécanismes de cryptage programmés sur des tablettes électroniques qui ne divulguent pas les noms des sondés», a rassuré le conférencier d'entrée de jeu. A 85 ans, celui qui préside aux destinées du HCP depuis octobre 2003, n'a rien perdu de sa verve ni de sa vivacité d'esprit. Armé de son franc parler habituel, il s'est livré devant un parterre de journalistes, qui avaient devant eux un produit de « 60 ans de militantisme » à un exercice de clarification de son statut et de sa mission. Une mission hautement délicate qui lui a valu bien des inimitiés politiques, notamment gou-

Ahmed Lahlimi Le service de l'Etat comme stimulant

Géographe économiste de l'Université de Bordeaux, Ahmed Lahlimi est un acteur politique socialiste de premier plan qui a été, souvent dans l'ombre, de tous les combats du pays. L'expérience, qu'il a accumulée tout au long de sa riche carrière dans divers domaines stratégiques et les missions qu'il a accomplies au service du pays parlent pour lui. Jugez-en:

- De 1998 à 2002, M. Ahmed Lahlimi a occupé les postes de ministre chargé des Affaires générales du gouvernement, de l'Économie sociale, des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat dans le premier gouvernement d'alternance dirigé par Abderrahmane Youssoufi.
- Ahmed Lahlimi Alami avait, tout au long de sa carrière administrative, occupé successivement les fonctions de Directeur des études techniques et économiques à la Caisse Nationale de Crédit agricole (CNCA) devenu crédit Agricole du Maroc, de secrétaire général du ministère du Tourisme puis du ministère du Plan et de directeur général adjoint à la CNCA et de directeur général du secrétariat général de l'Union arabo-africaine.
- Militant socialiste, il a été de 1958 à 1963, l'un des principaux dirigeants de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM) dont il a été secrétaire général de la section de Fès et président adjoint du comité exécutif ; dirigeant de l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP) et ensuite de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) dont il était membre de la commission centrale et du secrétariat de son Bureau politique.
- A ce titre, Ahmed Lahlimi Alami a été directeur de cabi-



net, en 1983, de Abderrahim Bouabid, Premier secrétaire de l'Union Socialiste des Forces Populaires, alors ministre d'État dans le gouvernement Marocain et a présidé après le décès de ce dernier, de 1996 à 1998, la Fondation Abderrahim Bouabid pour les sciences et la culture.

- Dans le cadre de ses activités de recherche en sciences humaines, Ahmed Lahlimi Alami a à son actif, plusieurs travaux et publications comme membre de l'Équipe Interdisciplinaire de Recherche en Sciences Humaines (EIRESH), professeur vacataire à l'université de Rabat ou comme consultant à l'Office national d'irrigation (ONI), chargé de l'aménagement du système traditionnel d'irrigation dans le Bassin de la Tassaout puis

chargé de l'aménagement du plateau de Fès-Meknès au « Projet Sebou », réalisé en partenariat entre le gouvernement et le PNUD.

- Auteur de plusieurs études et articles divers à caractère socioéconomique dans la Revue de Géographie du Maroc, au Bulletin Economique et Social, à la revue française « les Temps Modernes » et dans la Grande Encyclopédie du Maroc dont il a dirigé l'ouvrage sur « Agriculture et Pêche ».

Consultant international au titre d'expert en crédit agricole et institutions de développement rural, il a participé à de nombreuses missions de préparation, d'élaboration et d'évaluation de projets de développement en Afrique et dans le monde arabe pour le compte du Centre d'investissement de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et de la Banque mondiale.■



Le Maigret du CANARD



vernementales, du fait de ses enquêtes truffées de chiffres sur des sujets aussi sensibles que le chômage, les disparités sociales ou la pauvreté qui sont souvent beaucoup moins flatteurs que les statistiques du chef du gouvernement, du ministre de l'Emploi ou son collègue de l'Industrie. Cette situation met l'exécutif en porte-à-faux et en guise de réponse attaque M. Lahlimi sur la fiabilité des chiffres du HCP. Relayées par les médias, ces polémiques sur les chiffres, qui font un peu désordre, se sont retrouvées à plusieurs reprises sur la place publique. Un cas de figure inédit puisque les choses ne se passent pas ainsi sous d'autres cieux. En France par exemple, la fiabilité des chiffres des études de l'INSEE n'est pas mise en doute par le gouvernement qui s'en sert au contraire comme une boussole pour améliorer son action et ajuster ses politiques. Sûr de son bon droit, convaincu de la justesse de son combat, Ahmed Lahlimi se lâche. « Je peux vous assurer qu'il n'y a pas un gouvernement, sauf celui de Abbas El Fassi, depuis ma nomination, dont le chef n'a pas demandé au souverain de me démettre de mes fonctions », confie le patron du HCP qui a tenu en même temps à faire savoir que depuis sa nomination à la tête du

HCP, SM le Roi Mohammed VI s'est interdit toute immixtion dans ses affaires. « Jamais le souverain ne m'a demandé pourquoi j'ai fait ci ou m'a demandé de faire cela », confie-t-il. Du haut de sa longue expérience politique et économique, ce grand serviteur de l'Etat (lire encadré) a dû mener des batailles homériques pour faire comprendre à ses détracteurs que le Haut-Commissariat au Plan est une institution constitutionnelle indépendante et non une antenne de l'exécutif. Il ne sera pas écrit que Ahmed Lahlimi est passé sous les fourches caudines de l'institution gouvernementale. Cet homme de valeur, comme on en fait rarement, a résisté à tout. Aux attaques perfides de ses contempteurs et à la tentation de mettre le doigt dans le pot de confiture de l'argent public. « Pendant 60 ans, j'ai vu toutes les formes de militantisme mais je n'ai jamais trahi mon pays ni ses intérêts, ni touché un centime d'argent sale. Ce que je vous demande, si jamais demain la vie arrive à sa fin, priez pour moi en lisant sourate Al Ikhlass. » Homme d'engagement et de convictions, Ahmed Lahlimi a milité toute sa vie pour avoir le sentiment du devoir accompli. ▶

La grosse machine du recensement

Le RGPH 2024 (1er au 30 septembre) a mobilisé des ressources humaines considérables, avec 55 000 participants, dont des bataillons de recenseurs, de contrôleurs et de superviseurs municipaux.

Parmi les participants, 60% sont des diplômés et des étudiants, 32% sont des femmes et des hommes du secteur de l'éducation et les 8% restants sont des fonctionnaires des administrations et institutions publiques, des employés du secteur privé et des retraités de la fonction publique.

Pour faciliter le recensement, le HCP a commandé 55 000 tablettes électroniques, cofinancées par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement préscolaire et des Sports, qui bénéficieront des tablettes à l'issue du travail de terrain du recensement dans le cadre de la promotion du projet d'école numérique. Ces tablettes, actuellement programmées exclusivement pour un usage de recensement et ne peuvent pas être utilisées à d'autres fins, peuvent également être localisées à Les moyens matériels et logistiques mobilisés pour le recensement comprennent aussi 55 000 fournitures de recensement (sacoches, badges, casquettes, outils de formation, etc.), 350 centres de formation et de stockage, 90 lieux de stockage de fournitures et 7 000 véhicules avec chauffeurs. Le budget du RGPH 2024 est estimé à 1,46 milliard de dirhams dont 67% est réservé à la rémunération des équipes, 20% aux ressources matérielles et logistiques et 13% aux outils technologiques. Opération nationale d'envergure, le RGPH permet de définir les caractéristiques démographiques, sociales et économiques de l'ensemble de la population, y compris de groupes de population spécifiques comme les nomades et les personnes sans abri. Les résultats du recensement sont une source d'information inestimable pour les décideurs politiques afin de satisfaire les besoins de la population. ▶

20ème édition du Festival des plages de Maroc Telecom

Plus de 11 millions de festivaliers ont fait la fête



Une 20e édition riche en musique et en émotions.

Maroc Telecom a clôturé en beauté la 20ème édition du « Festival des Plages », événement-phare du paysage culturel marocain organisé dans les plages du nord du pays.

Du 13 juillet au 21 août 2024, le festival a mis de l'ambiance dans les plages du nord du Maroc: M'diq, Al Hoceima, Martil, Tanger, Saïdia et Nador. Les concerts en accès libre, or-

ganisés et sponsorisés par Maroc Telecom, ont attiré pendant cette période estivale plus de 11 millions de spectateurs venus prendre du bon temps en vibrant aux rythmes de leurs chanteurs marocains préférés. Le

programme de cette édition anniversaire a mis à l'honneur plus de 200 artistes de renommée nationale et internationale, qui ont organisé plus de 100 concerts de genres divers, offrant une expérience musicale exceptionnelle avec des spectacles couvrant tout le spectre de l'art musical : Hip Hop, Rap, Fusion, Chanson Marocaine Chaabi et Contemporaine, musique Sharqui, Raï et Reggada. Les soirées musicales animées lors de la fête du Trône, l'anniversaire de la Révolution du Roi et Peuple et la fête de la Jeunesse ont donné lieu à de belles séquences de joie et à des moments de grande émotion.

En plus des concerts, le festival des plages 2024 de Maroc Telecom, événement culturel grand public qui gagne chaque année en popularité, a proposé aux estivants des spectacles de rue et des ateliers créatifs. Les enfants n'ont pas été ou-

bliés. Ils ont pu participer à des activités ludiques grâce à des villages d'animations spécialement conçus pour eux (trampolines, ateliers de peinture...) Au-delà du plaisir qu'il offre et de son enga-

gement envers la culture, le « Festival des Plages » de Maroc Telecom contribue à la dynamisation de l'économie locale des villes côtières du nord pendant la saison estivale. ▶





Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

C'est bientôt la rentrée largo sensu. Les élèves se préparent à retrouver les bancs de l'école, avec les soucis structurels des parents qui peinent à faire face aux coûts exorbitants de la scolarité de leurs enfants. Les parlementaires ont encore devant eux un bon mois pour se détendre avant de rejoindre l'hémicycle du moins pour la minorité studieuse. Le gouvernement reprendra ses réunions hebdomadaires en attendant d'un remaniement dont on dit qu'il est imminent en rappelant toutefois la fameuse phrase du Feu Abderrahman El Youssefi en réponse à une question d'un journaliste sur le sujet : « le remaniement c'est comme la dévaluation, on ne l'annonce jamais à l'avance ».

On soulignera toutefois l'événement national de taille qui se préparait depuis des mois eu égard à son importance pour notre pays. Il s'agit du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) devant se dérouler durant tout le mois de septembre et dont on attend vivement les résultats pour savoir où va le Maroc ? Combien sommes-nous sur cette terre bénie ? Comment et combien vivent les Marocains ? Avec quels moyens ? Dans quelles conditions ? Quels sont les changements survenus depuis le dernier recensement général de 2014 ? Autant de questions auxquelles on aura des réponses plus ou moins précises. Le succès de cette opération nationale d'envergure ne dépend pas uniquement de l'effort consenti, et louable, par le HCP avec l'appui de toute l'administration, ni de l'engagement patriotique du personnel chargé de remplir le questionnaire, mais aussi et surtout de la mobilisation de tous les citoyens. Nous, citoyens, sommes appelés à accomplir notre devoir national en répondant sincèrement au questionnaire sans aucune crainte, ni suspicion. La réussite d'une telle opération est tributaire, en dernière instance, de l'engagement de toutes et de tous. C'est sur la base de ces résultats que des politiques publiques qui touchent à notre vie quotidienne seront demain mises en œuvre. Cette introduction nous conduit à parler du projet de loi de finances pour 2025 dont la note de cadrage qui

définit les priorités et trace les grandes orientations a été publiée le 6 août dernier conformément aux dispositions de la loi organique des finances. Auparavant, plus exactement le 25 juillet, ce fut le Ministre Délégué Chargé du Budget qui présenta devant les deux commissions des finances du parlement un exposé portant sur « l'exécution du budget 2024 et le cadre général de la préparation du PLF 2025 et de la programmation budgétaire triennale 2025-2027 ». A noter également la présentation par Le Wali de Bank AL Maghrib devant Sa Majesté le Roi du rapport annuel de la Banque pour 2023 le 29 juillet. S'y ajoutent la publication par le HCP du budget économique exploratoire 2025 ainsi que d'autres rapports émanant de la Banque Mondiale et du FMI. Toute cette littérature nous servira

Abdeslam Seddiki



Economiste,
ancien
ministre de
l'Emploi et des
Affaires sociales.

La note de cadrage du PLF 2025

Une vision technocratique sans « âme » !

comme grille de lecture de ladite note de cadrage. Après avoir rappelé les réalisations du gouvernement d'une façon sélective en évitant les points d'achoppement et les questions « gênantes », la note a exposé les priorités du prochain PLF. Celles-ci sont, comme pour les lois précédentes, au nombre de quatre : la poursuite de la consolidation de l'Etat social ; la consolidation de la dynamique de l'investissement et la création d'emplois ; la poursuite de la mise en œuvre des réformes structurelles ; la sauvegarde de la soutenabilité des finances publiques.

Angle euphorique

Au premier chapitre, il est question de la poursuite de la généralisation de la protection sociale tout en mettant à niveau le système de santé à travers notamment l'amélioration de l'offre de santé et le renforcement des ressources humaines. L'objectif visé est d'attendre un taux d'encadrement de 25 professionnels de santé (médecins, infirmiers et sages-femmes) pour 10000 personnes à l'horizon 2026 et 45 à l'horizon 2030. De même, l'aide sociale directe sera maintenue tout en opérationnalisant l'Agence Nationale dédiée, sachant que 5 millions de familles et 18 millions de personnes se sont inscrites dans le Registre Social Unifié à fin juin 2024.

En outre, le gouvernement prévoit de poursuivre la mise en œuvre de la « feuille de route de l'éducation nationale 2022-2026 pour une école publique de qualité pour tous ». Il est prévu à cet effet de généraliser le préscolaire à l'horizon 2028 et d'élargir progressivement les établissements d'excellence. Le même optimisme est affiché au niveau de la « réforme profonde » de l'enseignement supérieur. Tout est vu sous un angle euphorique et nulle raison à être sceptique !! Le même ton rassurant est utilisé en matière du programme de reconstruction des zones touchées par le séisme d'AL Haouz alors qu'en face les inté-

ressés n'arrêtent pas de crier leur colère. Concernant le programme d'aide au logement au bénéfice des familles nécessiteuses, pour lequel une enveloppe de 9,5 milliards DH fut inscrite dans la loi de finances 2024, force est de constater que les réalisations sont très modestes. Ainsi, à fin juillet 2024, seuls 18000 personnes en ont bénéficié, avec un montant de 1,5 Milliard DH. Ce qui est une « bonne affaire » pour la soutenabilité des finances publiques ! L'Etat social s'arrête là. Le reste c'est de la littérature et des promesses envoyées aux calendes grecques.

Au chapitre deux, relatif à l'investissement et à l'emploi, on peut retenir les mesures suivantes : des plans d'action sur 5 à 10 ans en vue de résoudre la problématique de l'emploi y compris l'emploi dans le monde rural. Ce qui revient à dire concrètement que le gouvernement n'a pas de solution et son objectif de départ consistant à créer 1 million d'emplois au cours de la législature s'est définitivement évaporé. Toutefois, le gouvernement table sur la création de 200 000 emplois directs et indirects dans le secteur du tourisme d'ici 2028. Il mise surtout sur les chantiers en cours et ceux qui vont être réalisés dans la perspective du mondial 2030. Au chapitre trois portant sur les réformes structurelles, celles-ci sont hélas limitées et constituent le parent pauvre dans les intentions du gouvernement. Elles se limitent à la réforme du système de la justice, des EEP (Entreprises et Etablissements Publics) et de l'administration (en poursuivant sa modernisation et sa décentralisation).

La quatrième priorité est relative à la soutenabilité des finances publiques. Pour ce faire, le gouvernement envisage la réforme de loi organique des finances dont les grands traits ont été déjà annoncés au parlement, la rationalisation des dépenses dans le but de maîtriser le déficit budgétaire et la dette du trésor en ramenant le premier à 3% du PIB et la dette du trésor à 70% du PIB à l'horizon 2026. Rappelons que le taux d'endettement du Trésor était contenu dans la fourchette 58,6% et 60,3% au cours de la période 2014-2019. Cet endettement tout comme le déficit budgétaire se sont envolés sous l'effet du covid.

En définitive, nous sommes en face d'une note de cadrage « standard » sans âme et sans saveur. Cela ne doit pas étonner puisque le gouvernement croit à ce qu'il fait. Il pense même en avoir fait de plus. Qui plus est, il fait le dos rond face aux problèmes fondamentaux de la population et aux appels quotidiens d'une jeunesse totalement désespérée et dont le seul rêve est de quitter le pays.

Un gouvernement qui se veut issu des urnes et qui se targue de disposer d'une large majorité au parlement ne fait aucune référence à la question démocratique et à la consolidation des droits humains, relève de l'absurde ! Un gouvernement qui tourne le dos aux vraies réformes structurelles dont le pays a besoin : réforme de la fiscalité, lutte contre le secteur informel générateur de multiples distorsions ; lutte contre la rente sous toutes ses formes et le conflit d'intérêts ; préparation de notre pays à faire face à la concurrence acharnée sur le marché mondial et à mieux se positionner dans la compétition internationale. Qu'il prenne au moins l'exemple du Wali de Bank Al Maghrib qui a eu le courage de soulever les vrais problèmes du pays, y compris la gangrène de la corruption qui ne fait que s'aggraver avec ce gouvernement. ▀

LA VIANDE DE PLUS EN PLUS PRÉCIEUSE...



ZAG



Bec et ONGLES



Manger à sa faim au Maroc coûte du blé



Une équipe du Canard a été reçue par le ministre de l'Agriculture et de la Pêche Mohamed Sadi qu'elle a interrogé sur l'explosion des prix des viandes rouges et blanches.

Propos recueillis par **LAILA LAMRANI**

Les prix des viandes rouges et blanches battent des records dans un silence assourdissant de votre département...

C'est le temps des vaches maigres et des poulets chétifs. Il faut que les Marocains sachent que ce n'est pas moi qui fixe les prix.

Qui les fixe alors ?

Je ne sais pas. Mes services viennent de saisir inerpoule pour identifier les responsables de la flambée vertigineuse du prix de la volaille. Une fois arrêtés, les coupables seront condamnés à manger de la vache enragée.

Et pour la viande de bœuf et d'agneau dont les prix ont explosé ?

Je crains que le recours aux importateurs ne soit de nouveau nécessaire pour les engraisser...

Les prix du poisson sont tout aussi élevés, se plaignent de nombreux Marocains...

J'en suis conscient. Mais je suis tout aussi démuné face à cette vague de hausse des prix de la sardine qui, paraît-il, est devenue une denrée rare.

Entre la flambée des prix des légumes et celle des viandes, le tagine, pitance quotidienne de la population, est en train de devenir un plat de luxe...Quelle solution pour

un retour à la normale ?

Personnellement je me sens paumé même si certains cherchent à me faire porter le chapeau en faisant de moi le dindon de la farce.

Le parti de l'Istiqlal, membre de la majorité gouvernementale, vous accuse de menacer la sécurité alimentaire des Marocains...

C'est une accusation grave qui sent trop le populisme émanant d'un parti qui cherche à s'attribuer le beau rôle. Mes détracteurs déclarés et cachés doivent savoir que je ne suis pas facile à sacrifier.

Pour le moment, c'est le pouvoir d'achat, déjà très faible, de la population que l'on sacrifie en le laissant se détériorer davantage par l'inaction gouvernementale...

Je sais que manger aujourd'hui à sa faim coûte du blé. Mais j'exhorte les Marocains à changer de régime alimentaire en devenant végétarien. Le temps qu'il faut pour que la pluie arrose de nouveau les champs du pays et mette fin au coup de chaud sur les prix des denrées alimentaires. La sécheresse nous a mis à nus...

La sécheresse a bon dos, on lui colle tout...

Le pays a soif de décisions courageuses pour repenser son modèle agricole trop gourmand en eau. Mais la politique des bouc-émissaires permet de ne pas se mouiller...

RENTRÉE SCOLAIRE

L'ÉCOLE AU MAROC C'EST DU LOURD !



L'ophtalmologie nationale en deuil



Feu Mohammed Ezzouhairi.

La communauté des ophtalmologistes au Maroc a été endeuillée par la disparition tragique jeudi 29 août 2024 au Mexique du docteur Sidi Mohammed Ezzouhairi. Figure emblématique de l'ophtalmologie au Maroc et à l'international, feu Mohammed Ezzouhairi occupait depuis 2020 jusqu'à sa disparition la présidence de la Société Marocaine de Glaucome (SMG). Le défunt, qui devait être inhumé jeudi 5 septembre 2024 au cimetière Chouhada à Rabat, s'est distingué comme un éminent spécialiste du glaucome. Son dévouement et son engagement pour le développement de cette spécialité au Maroc, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient témoignent d'un esprit pionnier, qui a la santé visuelle au cœur de ses préoccupations.

Après un parcours académique brillant à Bordeaux, il s'est installé à Mohammedia où, grâce à un travail de tous les instants, il a fondé un centre de glaucome dont la renommée a largement dépassé les frontières nationales. Il fut également l'initiateur des premières campagnes de dépistage du glaucome au Maroc, l'organisateur des Ateliers de Controverses en Ophtalmologie et Réflexions (ACOR), et l'instigateur de nouvelles méthodes de traitement chirurgical du glaucome.

Décès de Jamal Berraoui

Un journaliste atypique nous quitte



Feu Jamal Berraoui.

Avec le décès de Jamal Berraoui intervenu lundi 26 août 2024, le secteur médiatique national perd l'une de ses figures emblématiques. Une plume au ton incisif trempée dans un référentiel de gauche qu'il défendait de toutes ses forces. Ce proche de l'USFP qui s'est forgé en touchant à plusieurs secteurs d'activité dont la banque avant de se reconvertir dans la presse écrite dont il a appris les ficelles sur le tas était un journaliste à part. Atypique. Anticonformiste. D'un naturel bonhomme, volontiers enjoué, bon vivant indéfectible, ce

Safiotte né en 1955 cultivait l'apparence négligée des grands artistes mais avait l'élégance des âmes généreuses. S'il donnait très peu d'intérêt à l'apparence vestimentaire, il mettait en revanche une grande passion dans la défense de ses idées jusqu'à la provocation ou au dérapage contrôlé. Tout un art qu'il savait manier avec maestria. Sans jamais rien renier de ses principes. Politiquement construit et économiquement instruit, le défunt a bâti son parcours professionnel en dirigeant plusieurs publications, notamment la Vie Économique, le Journal et la Gazette du Maroc (devenu Challenge). Avant de se reconvertir au cours de ces dernières années dans la radio comme intervenant politique lors d'une émission sur l'excellente Radio MFM. Dans un message de condoléances et de compassion adressé aux membres de la famille de feu Berraoui, le souverain a salué «sa générosité et son attachement constant aux principes de la déontologie professionnelle qu'il a incarnés, avec audace et en toute objectivité, pour la défense dans un esprit élevé de patriotisme sincère des intérêts suprêmes de la patrie ». Paix à son âme.



Le MIGRATEUR



Gecicide sioniste en Palestine occupée L'armée d'occupation ouvre un nouveau front en Cisjordanie

Les forces d'occupation sionistes ont intensifié depuis le 7 octobre leurs raids meurtriers et incur-sions criminelles en Cisjordanie. Les Palestiniens se demandent si les territoires occupés ne connaîtront pas le même sort infernal que celui de Gaza...

CHAIMAE EL OMARI

Le 28 août à une heure du matin, les forces d'occupation israélienne ont lancé une opération militaire de grande ampleur en Cisjordanie occupée, baptisée «Camp d'été». Dès les premières heures de l'opération, les forces israéliennes ont bouclé Jénine et assiégé son hôpital public, tandis que d'autres forces effectuaient des raids dans les camps de réfugiés de Nur Shams à Tulkarem et d'al-Fara'a à Tubas. Cette attaque menée sous couverture aérienne, qui a impliqué le Shin Bet (service de sécurité intérieure de l'occupant), les forces spéciales et la police des frontières, a poussé le président palestinien, Mahmoud Abbas, à interrompre mercredi 28 août une visite en Arabie saoudite pour rentrer "suivre les développements de l'agression israélienne dans le

nord de la Cisjordanie". Dans ces agressions, les forces d'occupation utilisent les colons comme milices pour «servir» dans leurs zones. L'armée sioniste a présenté cette offensive sur la Cisjordanie comme la plus grande du genre depuis l'opération Bouclier défensif en 2002. L'ampleur de l'opération « Camps d'été », n'a pas encore atteint celle de l'invasion de la Cisjordanie il y a 22 ans, mais les Palestiniens de ces territoires occupés se demandent déjà s'ils ne connaîtront pas le même sort infernal que celui de Gaza. Depuis le 7 octobre, date du début de la guerre génocidaire contre les civils de Gaza, les colons soutenus par l'armée sioniste ont intensifié leurs attaques contre les Palestiniens, expulsant de force au moins 19 communautés en Cisjordanie. Le nombre de Palestiniens tués dans ces territoires, y compris à Jérusalem occupée, s'élève à



Des milices de colons avec des militaires israéliens.

plus de 650, dont 149 enfants. Le 19 juillet, la Cour internationale de justice a qualifié d'illégal l'occupation de la Cisjordanie. Selon les médias israéliens, cette nouvelle «campagne d'éradication» devrait mobiliser des milliers de militaires et durer plusieurs jours. L'émergence de la brigade de Jénine suivie de celle des brigades de Tubas et de Tulkarem – et de l'éphémère Repaire des Lions à Naplouse – a posé un sérieux défi aux tentatives israéliennes de maintenir le statu quo en Cisjordanie alors que le colonisateur terroriste poursuivait sa politique d'extension des colonies. Les zones de Jénine, Tubas, Tulkarem et Naplouse sont

devenues de plus en plus difficiles à pénétrer pour les forces israéliennes, ce qui a contraint Israël à les militariser davantage et à y déployer des frappes aériennes et des véhicules blindés. Depuis le 7 octobre, Israël a intensifié ses raids sur les villes du nord de la Cisjordanie, en particulier dans les camps de réfugiés qui ont servi de refuge aux groupes de résistance. La stratégie israélienne consistait à empêcher le développement d'activités palestiniennes armées en réponse à l'opération de déluge d'al-Aqsa à Gaza et à neutraliser la Cisjordanie en tant que nouveau front dans la guerre contre Gaza. ▶

La France ingouvernable Cherche Premier ministre désespérément

CHAIMAE EL OMARI

Deux mois après le second tour des élections législatives, le président français Emmanuel Macron prolonge le cycle de ses consultations dans l'espoir de dénicher l'oiseau rare.

La France trouvait facilement un Premier ministre et montait un gouvernement, quelques jours après l'annonce des résultats des élections législatives. Cette époque semble révolue avec la France de Macron. Une France qui s'enfoncé dans une crise institutionnelle aiguë qui bouche son horizon politique et aggrave ses problèmes économiques. Après le second tour des élections législatives anticipées, qui a enfanté une Assemblée nationale scindée en trois blocs, le président français n'a toujours pas nommé le successeur

de Gabriel Attal à Matignon. Le Premier ministre démissionnaire continue malgré lui d'expédier les affaires courantes alors que se rapproche le 1er octobre, date butoir pour le dépôt du projet de loi de finances au Parlement. Face à cette situation inextricable tournée en dérision sur les réseaux sociaux, les Français sont en proie à la lassitude, voire à la désillusion. Surtout après la décision de M. Macron lundi 26 août d'éconduire la candidate du NFP, issue des rangs de LFI, Lucie Castets au poste de Premier ministre. Celle-ci s'est empressée de dénoncer "déli de démocratie". "On est face à un président de la République qui veut à la fois être président, Premier ministre et chef de parti. Les institutions ne peuvent pas fonctionner comme ça", fustige-t-elle. La défiance à l'égard de Macron est telle que Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 3 septembre, le dépôt de la proposition de résolution visant à destituer Emmanuel Macron. Les noms d'une flopée de candidats au poste de Premier



Emmanuel Macron dans l'impasse...

ministre ont circulé ces derniers jours. Karim Bouamrane, le maire socialiste franco-marocain de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), a déclaré vendredi 29 août qu'il se sentait "en capacité" de devenir premier ministre, mais uniquement si sa formation politique et le Nouveau Front populaire (NFP) lui donnaient leur feu vert. Toujours à gauche, c'est le nom de l'ex-Premier ministre et ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, reçu par Emmanuel Macron,

qui semble avoir les faveurs du président après que Xavier Bertrand (LR) a décliné l'offre de la chefferie de Matignon. Dans le contexte français actuel miné par les contradictions, il est difficile pour ne pas dire de dénicher la personnalité idoine, un Premier ministre de cohabitation qui fasse l'unanimité et dont le gouvernement pourrait échapper à une motion de censure. L'impasse politique semble totale. La France ingérable. ▶

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence
Al Mawlid II Imm. D RDC n°4
Maârif - Casablanca -
Tél : 0522 23 32 93
Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com
Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou
a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Amine Amerhoun,
Saliha Toumi, Ahmed Zoubair,
Laila Lamrani Amine et
Chaimaa El Omari Naib

CORRESPONDANT EN FRANCE
ET EN EUROPE

Samir Berhil
s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

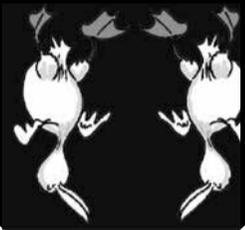
ISSN 2028-0416



Et BATATI ET BATATA



Bizarre



Aveugle mais clairvoyant

Aveugle depuis son jeune âge, Matt Formston dompte les plus grosses vagues de la planète. Cet Australien de 44 ans a passé sa vie à apprivoiser l'océan. Fin novembre, à 44 ans, il a accompli son exploit le plus audacieux, en s'attaquant avec succès aux vagues les plus redoutées de la planète à Nazaré, le « spot » des records du monde. « La plupart des surfeurs valides ne veulent rien avoir à faire avec cette vague », sourit le surfeur, rencontré par l'AFP à Pismo Beach en Californie cette semaine, lors du Championnat du monde de para-surf, qu'il a déjà remporté trois fois chez les malvoyants. « Mais moi j'adore ça, j'aime les grosses vagues. »

Matt Formston souffre d'une dystrophie maculaire, une maladie de la rétine qui l'a privé à cinq ans de toute sa vision centrale et ne lui laisse que 3% de vision périphérique dans l'œil droit, et 1% à gauche. Son handicap équivaut à « placer le poing devant son œil » et percevoir fugacement quelques formes grâce aux «bords extérieurs», devenus « flous comme un pare-brise poncé par du papier de verre », explique le sportif.

Trésor gastrique

Les chirurgiens sont parfois surpris par ce qu'ils peuvent découvrir dans l'estomac d'un patient au cours d'une opération. Mais rien ne pouvait préparer les médecins de Hangal Sri Kumareswar, à Bagalkot, en Inde à ce qu'ils ont mis au jour fin novembre, dans les entrailles d'un homme d'une trentaine d'années. Conduit à l'hôpital par sa famille, le malade se plaignait de «ballotements» et de vomissements fréquents. Les examens préliminaires, radios et endoscopies, ont permis de déterminer assez vite la cause de ces troubles : une énorme quantité de pièces, avalées chaque jour pendant trois mois.

Une intervention chirurgicale de plus de deux heures a permis d'extraire un total de 187 pièces pour un poids de 1,5 kg de l'estomac du malade. «L'estomac était terriblement dilaté et il y avait des pièces dans tous les recoins» explique le Dr Eshwar Kalaburgi. Mais, miraculeusement, l'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, ne conserve que peu de séquelles de cet ahurissant régime alimentaire : «Nous avons traité un début de déshydratation et quelques autres symptômes mineurs. Mais le patient est stable et il peut parler normalement.»

.....

Il se souviendra toute sa vie de la demi-finale de la France contre le Maroc, mercredi 14 décembre 2022. Et pas seulement parce que les Bleus se sont qualifiés pour la finale de la Coupe du monde au Qatar. Un supporter tricolore, présent dans les tribunes de l'Al Bayt Stadium, a en effet reçu en plein visage un ballon frappé par Kylian Mbappé lors de l'échauffement.

Interrogé à l'issue de la rencontre par RMC Sport, le fan des Bleus est revenu sur cet incident : « Je n'ai pas du tout vu le ballon arriver. Je l'ai pris en plein visage à une puissance. Je suis tombé d'un coup, j'étais complètement K-O », relate-t-il. Soutenu par d'autres spectateurs, le supporter n'a même pas réalisé que l'attaquant du PSG s'était précipité pour prendre de ses nouvelles. « J'ai mis quelques minutes à m'en remettre », confie-t-il.

Après ce choc inattendu, l'homme a repris ses esprits et a pu assurer l'ambiance au tambour dans le kop français. Il a pu assister à la victoire de son équipe favorite et donc aux deux buts marqués par Théo Hernandez et Randal Kolo Muani.

En guise de compensation : Il a pu conserver le ballon reçu en pleine tête dédicacé par la star des Bleus.s



Rigolard



*C'est un professeur qui essaie d'expliquer l'arithmétique à un gosse : «Admettons que dans ta poche droite, t'aies 7,25 francs, et dans ta poche gauche 1,75 francs, qu'est-ce que t'en déduis?»
- « Que ce n'est pas mon pantalon ! »
- « Non, bon, autre exemple: t'as 16 bonbons, tu dois partager avec ton frère, combien tu lui en donnes ? »
- « Quatre ».
- « Mais tu sais pas compter! »
- « Moi, si, mais lui, non ».

*« C'est une souris qui revient de la Lune et qui dit à ses copines : « Je reviens de la Lune, c'est comme un gros gruyère ! Y a plein de trous et surtout y a pas un chat ! »

*« Une femme va se plaindre à la Sécurité Sociale :
- « J'ai un enfant de 3 ans, un autre de 2 ans et je ne touche plus la Sécurité sociale depuis que mon mari est mort il y six ans ! »
- « Comment ? Votre mari est mort depuis six ans et vous avez un enfant de 3 ans et un autre de 2 ans ? »
- « Hé, c'est lui qui est mort, c'est pas moi ».

*« Dans une boutique, un Belge demande au vendeur:
- « Vous avez des télévisions ? »
- « Oui »

- « Ben j'en voudrais une jaune ! »

*Au tribunal, une femme gueule :
- « Je veux le divorce, mon mari est toujours saoul et, d'ailleurs, il a vendu toutes mes casseroles pour acheter à boire ».

Le mari intervient :

- « Moi aussi veux divorcer. Elle a mis un mois avant de s'apercevoir que les casseroles n'étaient plus là. »

*Un touriste en visite en Israël veut faire un tour de bateau sur le lac de Tibériade. Le responsable lui annonce le prix :

- C'est deux mille piastres !

Le touriste est indigné :

- Quoi ! Deux mille piastres juste pour ça ?

- Mais, monsieur, c'est le lac que Jésus a traversé à pied !

- Pas étonnant, avec des tarifs pareils !

*Un pêcheur explique à un touriste belge :

- Vous savez, hier il y a eu une tempête et le port en a souffert. La jetée a été entièrement détruite par un raz-de-marée.

- Ah ben ça c'est désolant, une fois. Jamais je n'aurais cru qu'un rat puisse faire autant de dégâts !

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:
0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktoni
Contactez-nous au 0661177444



Recensement Général de la Population et de l'Habitat

Du 1^{er} au 30 septembre 2024

Demain
à portée de
nos mains

